

M. McGrath: Un bilan scandaleux.

M. Clark: En octobre, le nouveau ministre fit mine d'essayer de régler ce problème en présentant un budget qui n'en était pas un. C'était un document axé sur des stimulants qui n'en n'étaient pas. L'essentiel de la proposition, les députés s'en souviendront, était une réduction d'impôts pendant deux mois s'élevant à près de 700 millions de dollars. Mais les faits démontrent que l'économie canadienne en a très peu bénéficié, car l'initiative d'octobre était trop hésitante et limitée. Nous avons réclamé un véritable budget et le gouvernement après avoir hésité, tergiversé, refusé et cherché tous les prétextes possibles pour se défilier, a fini par présenter un budget disparate entaché des mêmes faiblesses que la dernière tentative de stimulation. Le budget ne s'inspire pas d'un plan économique global. Le gouvernement ne s'engage pas à réduire ses dépenses et on y trouve aucun stimulant permanent capable de favoriser la création d'emplois et la croissance économique.

[Français]

Il est certain qu'il existe dans ce budget une ou deux mesures que nous pouvons appuyer; il n'y a jamais eu de budget qui ne contenait pas quelques propositions valables. Je suis heureux de constater que le ministre a répondu à notre demande d'encourager par des actions la recherche et le développement, et qu'il a au moins rétabli la déduction fiscale pour la recherche et pour le développement au niveau qui avait été fixé par le gouvernement Diefenbaker, déduction qui a été abolie par la suite par les libéraux. Nous sommes heureux de plus de constater qu'on a accepté notre suggestion visant à traiter de façon plus juste les fermes familiales constituées en sociétés. Nous apprenons avec satisfaction les choix nécessaires qui ont été proposés pour le régime de retraite et même les encouragements limités offerts dans le domaine du transport et de l'énergie.

[Traduction]

Le ministre des Finances avait trois défis importants à relever dans son exposé budgétaire, mais malheureusement, il a échoué à tous les points de vue. Le défi le plus urgent consistait à créer des emplois pour les Canadiens. Il y a plus d'un million de chômeurs au Canada et il fallait créer des emplois en stimulant l'économie. D'après les calculs du gouvernement lui-même, les stimulants proposés par le ministre créeront à peine plus d'emplois en six mois que le gouvernement n'en a perdus le mois dernier à cause de ses politiques économiques.

Des voix: Quelle honte!

M. Clark: Le deuxième défi consistait à mettre un terme à la baisse coûteuse du dollar canadien. Eh bien, nous savons maintenant ce que le budget a donné à cet égard. Chaque demi-mesure prise par le ministre fait baisser davantage le dollar. A peine une heure après que le ministre ait eu terminé son exposé budgétaire, le vice-président de la Bank of America

Budget—M. Clark

a déclaré à Radio-Canada à New York que rien dans le budget n'aiderait à soutenir le dollar ou à rassurer les investisseurs internationaux à propos des perspectives à long terme de l'économie du Canada. D'après le numéro de ce matin de la *Gazette* de Montréal, un commerçant important a déclaré:

Les événements de ces derniers jours n'ont fait qu'accentuer la tendance à la baisse du dollar. D'abord, il y a eu ce qu'on a considéré comme un budget neutre, puis des chiffres peu encourageants sur le chômage et (enfin) des chiffres indiquant une hausse importante de l'indice des prix à la consommation.

Chaque mesure prise par le gouvernement ne fait qu'aggraver la situation du dollar canadien, notamment parce que le gouvernement refuse d'être franc envers les Canadiens, d'expliquer sa stratégie et de prendre des mesures appropriées au lieu de demi-mesures. Le gouvernement sait pourtant qu'il doit le faire.

Le troisième défi que le ministre devait relever, et c'est peut-être le plus important, consistait à redonner confiance aux Canadiens et à montrer que le gouvernement national ne se contente pas de politiques d'expédients. La principale mesure proposée dans le budget reflète ce que le ministre pense de l'avenir du Canada. Cela inquiète bien des Canadiens parce que le ministre pense que notre avenir se résume à six mois et il propose un stimulant qui prendra fin après six mois. Il prendra fin quand nous en aurons le plus besoin, c'est-à-dire à l'époque où le taux de chômage est toujours le plus élevé au Canada.

On peut considérer cette mesure comme brillante du point de vue politique. Cette mesure sert les intérêts électoraux du gouvernement, du moins le ministre l'espère—sinon nos intérêts économiques, et une fois de plus au détriment des provinces. Nous pouvons être sûrs qu'au cours des deux ou trois prochains mois, le gouvernement fédéral ira se vanter partout au pays d'avoir présenté cette mesure. Toutefois, ce sont les provinces qui devront rétablir cette taxe et ce sera particulièrement difficile pour elles, car on aura l'impression qu'elles augmentent la taxe de vente après expiration de cette demi-mesure. Et cela arrivera précisément au moment où le chômage atteindra un niveau record. On peut se demander si le premier ministre Regan de Nouvelle-Écosse appréciera ce cadeau de ses amis libéraux d'Ottawa.

M. Nowlan: Il ne sera pas là.

M. Clark: Comme me le rappelle mon collègue de Nouvelle-Écosse, M. Regan qui représente le dernier bastion libéral dans l'est du pays ne sera sans doute plus là cet automne. S'il est là et s'il doit rétablir la taxe de vente à cause de la politique économique à courte vue de ses collègues d'Ottawa, il connaîtra certainement des heures difficiles quand les élections auront lieu dans sa province.

M. Hnatyshyn: Il saura alors ce que ressentait Bourassa.

M. Clark: Avec un à-propos que saisisseront certainement les Canadiens qui s'intéressent au débat sur l'unité nationale, mon collègue dit que le premier ministre Regan saura ce que pensait le premier ministre Bourassa qui a été trahi à chaque instant par les gens de son propre parti.